

# L'élite fragile : les journalistes roumains entre l'illusion du pouvoir et l'absence de responsabilités

Mihai Coman

*Doyen de la faculté de journalisme  
de Bucarest*

Pendant les dernières semaines de la campagne électorale de cette année, la chaîne privée ANTENA-1 a lancé une nouvelle émission : "Le gouvernement de la presse indépendante". Devant un jury formé par cinq directeurs de journaux "indépendants", les représentants désignés par chaque parti pour les diverses fonctions gouvernementales présentaient leur plate-forme et répondaient aux questions des journalistes. À la fin de ce tour de force, ils recevaient des notes et le lendemain, le meilleur d'entre eux était largement médiatisé par la presse écrite.

Il ne fallait pas être trop psychologue ou trop cynique pour constater le plaisir immense que ressentaient les journalistes de se retrouver en situation de "professeurs" et d'accorder des notes. Tout se passait comme si ces directeurs, qui avaient occupé des fonctions importantes avant la chute du communisme, avaient réalisé enfin leur rêve : celui de contrôler les politiciens, celui de n'être plus l'objet de leurs pressions, celui de devenir, eux, les juges des *leaders* du monde politique.

Ceux qui travaillent dans les médias roumains sont très fiers de leur statut de représentants du "quatrième pouvoir" et considèrent la position adversative et la lutte incessante contre le pouvoir comme la "mission" et l'état d'esprit permanent du "vrai" journaliste. Cette attitude combattante fait écho au modèle du journaliste activiste, largement utilisé par la presse communiste (P. Lendvai, 1980 ; P. Gross, 1990 ; M. Coman, 1994). En même temps, elle offre la raison d'être et l'alibi pour les fautes commises par une presse qui, en crise de croissance, cherche une idéologie et, plus encore, une mythologie. C'est ainsi que le devoir de combattre les "néo-communistes" au pouvoir, ou

les hommes d'affaires corrompus, ou l'inefficacité des politiciens, ou de défendre le droit à la libre expression, justifie la mise entre parenthèses des règles déontologiques. Les déclarations de foi des journalistes font rarement appel à la notion de responsabilité et fréquemment aux syntagmes (jamais explicites et jamais définis) de "liberté d'expression", "quatrième pouvoir", "droits du journaliste", *watch dog*, etc.

Dans les pays communistes, la presse a été, dès le début des nouveaux pouvoirs, détournée de sa fonction initiale et investie par une mission nouvelle : celle de l'endoctrinement. Conçue comme un vecteur de propagande, la presse « s'est transformée, selon le journal du Kominform du 8 décembre 1950, en un instrument de combat pour le socialisme et d'éducation des masses populaires » (F. Fejto, 1952, p.340). La propagande, centralisée, permanente et insidieuse, jouait sur tous les registres : l'information (caractérisée par la "secrétomanie", par la non-actualité, par la planification, par la fabrication d'une réalité de façade), l'éducation (métamorphosée en manipulation des consciences) et le divertissement (dont la dimension "formative" devrait éliminer la gratuité de l'art et du jeu). Le travail des journalistes ainsi que le rôle des médias étaient instrumentalisés afin de servir les buts du pouvoir, afin d'imposer comme réels, nécessaires et inéluctables, le modèle de la réalité et le mode de vie prescrits par la doctrine communiste (voir J.J. Walter, 1982, P. Gross, 1996, T. Mattelart, 1995). Ceux qui travaillaient dans la presse étaient globalement considérés, par les gens ordinaires, comme des porte-parole du pouvoir, comme des valets du parti communiste, comme des spécialistes du mensonge et de la propagande.

**« les déclarations de foi des journalistes font rarement appel à la notion de responsabilité »**

## **Le nouveau paysage médiatique roumain**

La chute du régime de Ceausescu a relancé la presse, qui s'est présentée comme premier instrument de la "parole libre" et comme espace démocratique où tout le monde pouvait avoir accès à l'expression. Elle a aussi ouvert la porte à un nombre indéfini de gens, venant de partout, de formations de base très hétérogènes, qui trouvaient dans les nouveaux médias un emploi, un tremplin pour la gloire ou, au moins, un instrument de défoulement public.

Dans tous les pays post-communistes, l'évolution des médias a été caractérisée par le décalage entre l'explosion rapide de la presse écrite (multiplication des titres, privatisation générale, dérégulation, multiplicité des formes et des contenus) et par la croissance beaucoup plus lente de l'audiovisuel (prédominance du système d'État, manque de cadre législatif, privatisation lente, dimension locale des nouvelles institutions, etc.). Selon Slavko Splichal, on assiste alors au développement d'un « système paternel-commercial », qui se caractérise par « la privatisation progressive des médias (spécialement la presse écrite) et par le maintien du pouvoir de l'État sur l'audiovisuel » (1992, p.10).

Des centaines de publications sont nées dès les premiers mois de "post-communisme". Si en 1989, on comptait 486 de ces publications, à la fin de 1993, il y en avait 1 087. La radio roumaine, qui émettait 30 148 heures en 1989, en diffusait, en 1993, 67 333 heures. La télévision roumaine, qui produisait en 1989 1 795 heures d'émission par an, passait en 1990 à 8 541 heures avant se de stabiliser en 1994 à 9 997 heures (selon l'Annuaire statistique de la Roumanie). À noter que la première chaîne de la télévision roumaine (TVR-1) couvre tout le territoire, tandis que la deuxième chaîne (TVR-2) couvre seulement 60% du pays. Au début de 1996, la télévision roumaine a créé une section internationale, qui distribue par satellite des programmes pour la diaspora roumaine.

« *des centaines de publications sont nées dès le début du "post-communisme"* »

L'audiovisuel a fait l'objet de deux lois : *La loi de l'audiovisuel* (1992) et *La loi concernant la création et le fonctionnement de la Société Roumaine de Radio et de la Société Roumaine de Télévision* (1994). La première établit les conditions d'attribution d'une licence d'émission, au niveau local, régional et national, pour la radio et la télé ; elle a conduit à la création du Conseil National de l'Audiovisuel (CNA) et au développement des stations privées de radio et de télévision, ainsi qu'à l'émergence des distributeurs de programmes par câble dans un rythme qui a dépassé de loin les évolutions de l'audiovisuel des autres pays post-communistes. Ainsi, de 1992 à 1995, le CNA avait accordé une licence à plusieurs centaines de demandeurs ; à la fin de 1995 étaient opérationnels 127 stations de radios locales, 56 stations de télévisions locales et 678 distributeurs par câble (le tout pour une population d'environ 23 millions d'habitants). Ni les radios, ni les télévisions ne se sont mises en réseau ; certaines chaînes de télévision de Bucarest (PRO-TV et ANTENA-1), profitant des facilités offertes par le satellite, ont commencé déjà à se faire distribuer, par câble, dans toutes les grandes villes du pays. Il faut mentionner que, selon les statistiques officielles, sur 7,5 millions de familles, 2,3 millions sont abonnées au câble. Une autre recherche montre que pour 100 habitants, 7 sont câblés, chiffre largement supérieur à ceux enregistrés pour la France ou l'Angleterre (voir la revue *Capital*, n°40, 1995).

## Crise de confiance et de crédibilité

De longs débats ont entouré les projets de lois de la presse. Jusqu'à présent, les journalistes se sont opposés, farouchement, à toute idée, intention ou texte de loi concernant leur domaine d'activité. Une longue lutte, menée à partir de 1994 a conduit le Parlement à modifier les articles 204 et 205 du Code Pénal : dans la version initiale, il était prévu que les actes de diffamation commis dans les médias (qu'ils soient imputables aux journalistes ou à d'autres personnes) seraient sanctionnés d'une peine plus lourde que les diffamations n'ayant pas "bénéficié" d'une couverture médiatique. Finalement, la peine a été uniformisée

pour tout type de diffamation. Un code déontologique a été établi par les associations professionnelles, mais la réalité de chaque jour prouve qu'il n'a été ni assumé, ni respecté et ni utilisé comme instrument d'auto-contrôle par les représentants des médias.

Les dernières années ont montré une baisse dramatique de l'intérêt des gens pour la presse et de leur confiance dans les journalistes. Le signe le plus évident de cette évolution est la chute des tirages des journaux : entre 1990 et 1995, les tirages des grands quotidiens d'information (tels que *Romania Libera* ou *Adevarul*) sont tombés de 500 000 exemplaires par jour à 150 000 exemplaires. Un journal populaire comme *Evenimentul zilei* qui, en 1992, faisait la loi sur le marché avec 600 000 exemplaires par jour plafonne aujourd'hui à 100 000 exemplaires.

Selon les sondages trimestriels réalisés par différentes institutions dans le cadre du "Baromètre de l'opinion publique", les audiences de la presse écrite sont tombées, entre 1994 et 1996 pour *Evenimentul zilei* de 38,9% à 24%, pour *Adevarul* de 16,4% à 13%, pour *Romania libera* de 15,7% à 11%. Au cours de la même période, la lecture de la presse écrite locale a augmenté de 36,9% à 42%.

En ce qui concerne la télévision, la première chaîne (d'État) occupe une position dominante avec un taux d'audience de 74% (l'audience en Roumanie des chaînes des pays voisins est tombée à 7% tandis que celle des télévisions locales dépasse les 20%). Les chiffres sont différents pour la capitale où un sondage de l'IRSOP, réalisé au mois de mars 1996, montre que la première chaîne publique (TVR-1) est regardée quotidiennement par 58% des Bucarestois questionnés, la deuxième chaîne publique (TVR-2) par 39% tandis qu'au niveau des chaînes privées, PRO-TV occupe une position dominante (60%), suivie par TELE 7abc (39%), ANTENA-1 (37%), AMEROM (12%) et SIGMA (distributrice de TV5 en Roumanie : - 1%).

Les sondages réalisés par l'Institut Roumain de Sociologie montrent le peu de crédibilité de la presse. Parmi les gens questionnés en 1992, 8,45% considéraient qu'on peut faire totalement confiance à la presse, 31,2% qu'on peut avoir assez confiance, 40% qu'on ne peut avoir que très peu confiance, 9,3% qu'on ne peut pas du tout lui faire confiance, tandis que 11,1% n'avaient aucune opinion. À la question « *Que pensez-vous de la moralité des journalistes?* », 5,1% des personnes interrogées avaient une bonne opinion, 11,2% une assez bonne, 44,6% ni bonne, ni mauvaise, 22,3% plutôt mauvaise et 4,6% la jugeaient mauvaise (11,7% n'ayant aucune opinion). Enfin, en ce qui concerne la compétence professionnelle des journalistes, 13,4% la jugeaient bonne, 27,4% assez bonne, 33% ni bonne, ni mauvaise, 16,7% plutôt mauvaise, 3,2% mauvaise (6,3% sans opinion) (voir V. Marinescu, 1993, pp.62 et 63). Les journalistes sont, eux aussi, très critiques envers leur prestations, mais en dépit de leurs déclarations de bonne foi, ni leur comportement professionnel, ni leur attitude envers le besoin de la professionnalisation (P. Gross, 1996, pp.101-124), ni enfin leur point de vue face au système de formation ou perfectionnement professionnel (C. Coman, M. Coman, 1995) ne font l'objet d'un changement significatif.

On assiste donc à un double jeu. D'un côté, le discours des journalistes (qui s'offrent généreusement des espaces ou du temps médiatique pour leurs déclarations de foi) vante le pouvoir des médias en tant que "chiens de garde" des pouvoirs, et la mission sainte des journalistes en tant qu'élite qui jouit de la liberté totale d'expression. De l'autre côté, ni les pouvoirs, ni le public ne semblent convaincus par le travail et le pouvoir des journalistes. Les faiblesses morales et professionnelles des gens qui "font" les médias sont plus qu'évidentes (voir P. Gross, 1996, M. Coman, 1994). L'analyse

« *les faiblesses morales et professionnelles des gens qui "font" les médias sont plus qu'évidentes* » qui suit montre comment, portés par leurs propres désirs et victimes de leur propres fantasmes, les journalistes roumains arrivent à transformer le statut de "quatrième pouvoir" en image

caricaturale de ce que la presse aurait dû être dans des moments de grande importance historique.

## **L'aveuglement du quatrième pouvoir**

En Europe centrale et de l'Est, la fin du communisme a conduit, dès les premiers jours, à une exacerbation du rôle de la presse et des élections politiques, vues – toutes les deux – comme des formes de manifestations et comme garanties "en soi" de la démocratie. Les campagnes électorales sont devenues des moments d'accélération de la fragmentation sociale, de l'apparition du pluralisme et des antagonismes dans le corps social, après les courts et euphoriques moments d'unité globale provoqués par la joie de libération de la dictature.

Dans ce contexte, le jeu symbolique a connu un agrandissement visible de la sphère des contenus (le discours des politiciens, le discours de la presse écrite et audiovisuelle, le discours public), mais aussi des formes de manifestation (les constructions mythiques, le langage métaphorique généralisé, le comportement ritualisé). Nous avons analysé, dans d'autres textes, certaines de ces manifestations (M. Coman, 1994 et 1996). Nous avons notamment défini la position occupée par l'espace public dans le système de la communication de masse ainsi que les techniques et les paradigmes scientifiques.

Dans le présent article, nous allons essayer d'analyser la réaction de la presse écrite roumaine juste après la fin de la campagne électorale pour les élections législatives de 1992, dans un moment d'attente prolongée (presque un mois) de la composition du nouveau gouvernement et la nomination du nouveau Premier ministre. Le contexte journalistique dans lequel s'est inscrit ce débat a été marqué par deux séries événementielles, largement médiatisées. Dans les événements directement liés à la sphère électorale, on peut relever :

– les débats pour le deuxième tour des élections présidentielles polarisés par l'opposition entre le président en titre, Ion Iliescu (situé à la gauche du spectre politique) et Emil Constantinescu (situé à droite) qui représentait les partis d'opposition, regroupés dans la Convention Démocrate ;

– les différents contacts, débats, confrontations et variantes sur la structure du gouvernement, dans des conditions où aucun parti n'avait la majorité parlementaire absolue ;

– les confrontations liées au mode de fonctionnement du système IRSOP-INFAS de *monitoring* des élections, les différentes accusations sur des irrégularités ou des fraudes dans l'organisation des élections ;

– le rapport de l'ancien gouvernement, ajouté à l'annonce de la hausse des prix des carburants et de certains produits alimentaires de base.

Parmi les événements sans liaison directe avec la sphère électorale figurent entre autres :

– le concert de Michael Jackson à Bucarest, les rencontres avec le Premier ministre et le président de la Roumanie, les visites dans les jardins d'enfants et orphelinats ; ultérieurement, le scandale touchant la manière par laquelle "Mamma Concerts" a obtenu l'exclusivité de la transmission en direct et de la diffusion des enregistrements ;

– le 70<sup>e</sup> anniversaire du couronnement du roi Ferdinand comme roi de la "Grande Roumanie" ajouté au refus des autorités roumaines d'accorder un visa à l'ex-roi roumain, Mihai ;

– le refus du Congrès des États-Unis d'accorder à la Roumanie la clause de "la nation la plus favorisée" ;

– les élections présidentielles aux États-Unis et la victoire du candidat démocrate, Bill Clinton.

Tous ces événements (et d'autres, à caractère "local"), ont retenu l'attention d'une presse qui a (encore) gardé l'inertie de la campagne électorale, les thèmes, les polarisations et le ton pathétique qui ont caractérisé la période. Malgré cela, le mois d'octobre a été marqué surtout par les discussions, "les bombes" et les spéculations sur la personne qui voudra assumer la mission ingrate de former le nouveau gouvernement. Le 5 novembre, un jour après le résultat des élections présidentielles aux États-Unis, quand le président Iliescu a présenté le nouveau Premier ministre, la surprise a été générale : aucun des vingt noms véhiculés par la presse n'a été confirmé ! L'éditorialiste du journal *Curierul national* exprimait un sentiment général en écrivant : « *La roulette des spéculations s'est fermée.* » Pendant quelques semaines, plusieurs noms de possibles Premiers ministres avaient été évoqués. On avait d'abord parlé des académiciens, des magnats européens d'origine roumaine, d'un futurologue qui a réussi en Amérique. Puis, les regards avaient changé de direction : on avait alors commencé à chercher un Premier ministre dans notre Wall Street, dans le monde des banquiers. Tout cela avait été suivi par des plaidoyers pour une équipe de "politiciens de carrière". Mais le mercredi midi, le président a finalement présenté son Premier ministre, M. Nicolae Vacaroiu. Beaucoup se sont exclamés : « *Surprise !* »... D'un certain point de vue, ils avaient peut-être raison : ce nom n'était pas prévu par la "roulette"...

Dans cette étude, nous ne nous sommes pas intéressés au substrat politique de ce jeu entre le pouvoir et la presse mais plutôt au discours de la presse et, plus

exactement, à l'imaginaire de l'élite journalistique, les catégories souterraines et les symboles majeurs qui ordonnent la manière dont les journalistes ont écrit et commenté cet événement. Nous avons choisi, pour cette recherche, quatre quotidiens, très influents à ce moment-là : *Romania libera* (RL) avec un tirage de 200 000 ex., *Cotidianul* (C) avec 60 000 exemplaires, *Adevarul* (A) (200 000 ex.) et *Curierul national* (CN) (70 000 ex.). Même s'ils se déclarent tous indépendants, les deux premiers supports ont constamment soutenu les partis d'opposition et Emil

Constantinescu pendant que les deux derniers étaient discrètement favorables aux partis qui soutenaient la candidature de Ion Iliescu. Les articles traitaient la structure d'un possible gouvernement (avec les variantes d'union nationale, des politiciens de droite, des politiciens

de gauche, des technocrates, des indépendants soutenus, des partis, etc.), mais aussi la personne d'un possible Premier ministre. D'un point de vue numérique, la distribution des articles est la suivante :

Le genre journalistique	La publication				Total
	A	C	CN	RL	
Nouvelle	15	9	3	6	33
Interview	3	2	3	-	08
Déclaration de personne politique	2	1	3	8	14
Enquête d'opinion				1	01
Commentaire	2	9	4	17	32
Total	22	21	13	32	

On peut facilement remarquer que RL a publié les plus nombreux articles (32), suivi de loin par A (22), C (21) et puis CN (13). Les nouvelles (33) et les commentaires (32) sont prédominants ; les déclarations des hommes politiques sont très peu nombreuses (14 groupements avec une trentaine de leaders). Les interviews sont rares (8) mais plus encore la voix des "gens ordinaires" (une seule enquête d'opinion !). RL et C préfèrent les commentaires (17 et 9), A les nouvelles. Mais la majorité des nouvelles, dans tous les journaux, parlent de rumeurs et de propositions, basées toujours sur de "hautes sources", ce qui les place dans une zone incertaine d'interférence entre nouvelle et opinion.

## Mélange des genres et conjectures

Cette configuration confirme le style dans lequel la presse roumaine a présenté la campagne électorale, ce qui valide les conclusions de Coman et Gross :

« Les journalistes se sont révélés incapables de se détacher de la "magie" d'expression des opinions et ils ont mélangé l'opinion, le commentaire et d'autres formes d'évaluation avec l'information » (M. Coman, P. Gross, 1994, p. 237, voir aussi pp. 227-230).

Dans le cas analysé, de telles tendances ont également été favorisées par l'absence des candidats significatifs. Généralement, la vingtaine de noms (crédibles) véhiculés venait de deux catégories : les noms " anciens" (Th. Stolojan, Premier ministre en titre ; Adrian Nastase, ministre des Affaires Etrangères; Petre Ninosu, ministre de la Justice ; Mugur Isarescu,

président de la Banque Nationale ; Martian Dan, président de la Chambre des Députés) et les noms "nouveaux". Ces derniers étaient soit des personnalités politiques (Viorel Hrebenciuc, Mircea Ciumara, Ion Ratiu, Victor Stanculescu,

**« les journalistes ont mélangé  
l'opinion, le commentaire et d'autres  
formes d'évaluation  
avec l'information »**

Misu Negritoiu, etc.), soit des *outsiders* (l'académicien N. Constantinescu, l'économiste Tudorel Postolache, le prince Dimitrie Sturdza, le mathématicien Mihai Botez, l'homme d'affaires Ion Tiriac, etc.). La plupart de ces noms ont le statut de "noms faibles"; le seul nom "fort", Th. Stolojan (« *Si Stolojan ne reste pas, ça ne m'intéresse pas, n'importe qui peut être le Premier ministre* », disait une étudiante, RL, le 23 octobre) avait clairement manifesté son intention de partir au Fonds monétaire international comme haut fonctionnaire. Dans ces conditions, il était difficile de détacher, dans l'avalanche des "noms faibles" une personnalité (indépendante ou de parti) de « *force authentique* » (Corina Cretu, CN, le 15 octobre). Ce syntagme montre que les journalistes cherchaient des noms "résonants" en utilisant des catégories plutôt symboliques que politiques (aucune règle du jeu politique ne dit qu'un nouveau Premier ministre doit nécessairement être une personnalité très connue ; en échange, l'imaginaire social associe toujours le visage du *leader* avec la personnalité charismatique, fréquemment mythifiée (voir M. Abla, 1990, pp.128-151 ou D. Dayan, E. Katz, 1992, pp.27-41, 78-118, etc.).

Parmi ces candidats, la presse a été attirée et a beaucoup spéculé autour des Roumains de la diaspora (M. Botez, D. Sturdza, I. Tiriac) parce que ceux-ci avaient une auréole symbolique à part, comme les opérateurs binaires de mythes (voir C. Lévi-Strauss, 1971, p.501) et apparaissaient simultanément dans deux systèmes symboliques, comme médiateurs et éléments de passage de l'un à l'autre. Dans le cas qu'on analyse, les immigrants sont à la fois roumains et étrangers, ici et là, proches et lointains, sortes de passerelles entre "national" et "universel".

Leur ambivalence les rendait attractifs et dangereux en même temps : en utilisant la logique du "protectionnisme" qui caractérise le discours centré sur la Nation (voir C. Verdery, 1994, p.140-178), un des leaders politiques nationalistes, Gh. Funar, affirme qu'on « *n'a pas besoin d'un Premier ministre d'importation* ». Le syntagme joue ici sur l'ambiguïté du produit d'importation, désirable, fascinant, mais cher et, peut-être, asservissant. Dans ce type de discours, un Premier



ministre venu de la diaspora n'est qu'une forme masquée de colonialisme, exercé par des étrangers par l'intermédiaire d'un autochtone, introduit comme « la 5<sup>e</sup> colonne » au premier rang du pays. D'ici aux spéculations et aux mythes de l'agent bien placé, véhiculés avec tant de volupté par la presse, il n'y a qu'un pas.

Sur un autre palier symbolique, "l'étranger" a le désavantage de venir de loin et, donc, de ne pas être au courant des "problèmes du pays" (I. Popeanga, CN, le 23 octobre), idée qui rappelle un des slogans contre les deux candidats à la présidence aux élections de 1990 : « *Vous n'avez pas mangé de salami avec du soja comme nous* ». Ainsi, l'altérité symbolique rend vulnérable et diabolise même l'image de l'étranger qui, par l'intermédiaire du jeu politique, veut arriver trop près et trop vite dans le système autochtone.

**« les spéculations de presse ont connu les plus ingénieuses formules de déductions logiques »**

De l'autre côté, l'immigrant a aussi des connotations positives : il fait la liaison entre les deux systèmes où il est placé et facilite l'accès du système faible au système fort. Par conséquent, les journaux insistent sur la capacité de telle personne « *d'améliorer très vite l'image officielle de la Roumanie dans le monde occidental* » (S. Andon, A, le 26 octobre), d'offrir « *un capital de prestige interne, mais externe aussi très précieux* » (Tia Serbanescu, RL, le 26 octobre), « *d'attirer des investisseurs étrangers* » (Fl. Iaru, RL, le 8 octobre) – bref, d'avoir tous les avantages « *de la formule Panici* » (Al. Ganea, C, le 26 octobre).

Dans cette perspective, l'étranger apparaît comme un générateur de ressources externes, comme un médiateur et, à la limite, comme un pacificateur. D'ailleurs, ce type de valeurs symboliques a défini la figure du roi Mihai aussi, chaque fois que la presse l'a présenté comme une solution possible pour sortir de la crise de la transition (voir M. Coman, 1994).

Parmi les candidatures des Roumains de la diaspora, la plus discutée a été celle du mathématicien et futurologue Mihai Botez. Cet intérêt n'est pas gratuit : il a été amplifié par une courte visite à Bucarest orchestrée avec subtilité; par des rumeurs discrètement filtrées avant son arrivée en Roumanie; par une arrivée presque rocambolesque (annoncé et attendu au vol de New-York le matin, Mihai Botez est arrivé en cachette, dans l'après-midi, du vol de Zurich) ; par plusieurs entrevues à haut niveau ; finalement, par une conférence de presse où toutes les rumeurs ont été nonchalamment démenties, conférence organisée au fief intellectuel de l'opposition (le club du Groupe de Dialogue Social), en présence d'une audience formée de l'élite des intellectuels qui soutenait l'opposition, plus les ambassadeurs français et hollandais à Bucarest. Mihai Botez y « *a paru réellement irrité de l'insistance des journalistes de mettre en cause la possibilité qu'il soit le futur Premier ministre* » (CN, le 26 octobre) ; il a fait des déclarations tranchantes : « *S'il y a un feu, ce n'est pas moi qui l'ait allumé* » (idem) ou « *La rumeur que je serai le Premier ministre a été lancée juste pour faire oublier le nom du futur Premier ministre* » (CN, le 26 octobre).

Jusqu'à ce dénouement, les spéculations de presse ont connu les plus ingénieuses formules de déductions "logiques". Ainsi, dans C, la visite à Cotroceni de Zbigniew Brzezinski a été interprétée comme une "préparation" de la visite de Mihai Botez. Plus que cela, le fait que Mihai Botez soit le président de l'organisation "Future Impact International" a généré la formule « *L'internationale de gauche semble serrer les rangs* » (C, le 21 octobre).

Les éléments de la pensée symbolique de type analogique sont dominants dans les titres de A aussi : « *Après Michael Jackson, Mihai Botez* » (A, le 23 octobre), allusion au fait que les deux Michel ont été "sortis" par la gare de marchandises pour être protégés des fans et des journalistes et ont été reçus avec les honneurs à la présidence; ou « *Botez (= baptême)... Cotroceni* » (A, le 24 octobre), jeu de mots onomastique qui suggère la possible "fonction" de Mihai Botez comme Premier ministre. De la même manière, dans RL le mystère de l'arrivée de Mihai Botez est homologué avec sa désignation de Premier ministre : « *Ainsi, le but de la visite semblait se préciser; il ne pourrait s'agir que de la proposition d'un emploi de Premier ministre* » (Tia Serbanescu, RL, le 26 octobre). Le poids de ces éléments de l'imaginaire symbolique est si lourd que même infirmée, la rumeur est interprétée comme une confirmation : « *En précisant son intention de rentrer aujourd'hui en Californie, Mihai Botez nous a consolidé la supposition d'avoir négocié la "variante de service", sa nomination à la tête d'un gouvernement de techniciens...* » (D. Basca, C, le 26 octobre).

## Une configuration symbolique

D'après Edgar Morin (1968), dans un système dominé par des références symboliques, le contre-mythe n'apparaît pas comme une négation rationnelle du mythe, mais comme un prolongement de celui-ci dans une version plus faible qui, sans infirmer le mythe, lui donne une autre "solution" et le dirige vers un autre dénouement. L'épisode Mihai Botez (qui deviendra l'ambassadeur roumain à Washington) nous permet de découvrir une valeur symbolique fondamentale sous-entendue dans le discours des journalistes : il s'agit de l'image du *leader*, connu exclusivement comme une personnalité forte. On peut supposer qu'un tel complexe symbolique est fondé soit sur des réminiscences archaïques (le roi-dieu), soit sur des souvenirs récents (le dictateur communiste). Mais sans tenir compte des racines, cette image produit des tensions et oriente tout le discours de la presse, en obturant les zones du politique et en ouvrant les portes vers la sphère du symbolique. Cette image a facilité la manipulation évidente de la presse (par la mise en scène de la visite de Mihai Botez et par les informations "échappées" qui l'ont anticipée) ; elle a offert un champ de réception favorable aux éléments mis en scène par les politiciens, un code culturel qui a découpé les informations en sélectionnant seulement celles qui le confirmaient et qui a habillé ces éléments en narrations marquées par le thème de la personnalité indépendante, de l'autocrate supérieur, du leader exceptionnel qui peut finalement réaliser "le pacte social" ardemment souhaité.

D'ailleurs, l'insertion de Mihai Botez dans cette configuration symbolique a été facilitée par un système d'oppositions construites exactement autour de l'image du *leader* autoritaire. Même avant cet épisode, la presse glosait sur le pouvoir du président Iliescu, vu en permanence comme la personnalité dont la totalité du jeu politique dépend. Les mots de celui-ci « *je veux être l'arbitre* » ont été interprétés comme une séparation des exigences du parti majoritaire qui l'avait soutenu aux élections et comme une affirmation de l'autorité et du

« *cette image produit des tensions et oriente tout le discours de la presse* »

pouvoir personnel (voir RL, le 20 octobre). Dans ce contexte, une rumeur concernant la possibilité que Mircea Ciumara, l'éminence économique de la Convention Démocratique, soit le Premier ministre, a été présentée comme « *une offre faite par Ion Iliescu* » (RL, le 14 octobre). Un autre article du même journal compare Ion Iliescu avec Slobodan Milosevic et déplore le risque « *d'encourager continuellement les inclinations du président Iliescu vers une forme permettant d'imposer son pouvoir personnel* » (R. Brumariu, RL, le 22 octobre). De plus, l'annonce du nom du Premier ministre désigné, Nicolae Vacaroiu, est narré dans C à l'aide d'une métaphore : « *Comme les tricheurs de poker, M. Ion Iliescu a tiré l'as de sa manche* » (C. Panzaru, C, le 5 novembre). Un autre article présente le nouveau Premier ministre comme un « *illustre inconnu* » qui a la mission d'être « *un paratonnerre* » (Al. Ganea, C, le 5 novembre). Tia Serbanescu écrivait narquoisement : « *Si celui-ci est le portrait-robot du Premier ministre, élaboré par des spécialistes macro-économiques de M. Iliescu, alors, soit ils ont mal agencé les vis de ce robot, soit ils n'en avaient pas du tout* » (RL, le 6 novembre).

Tous ces textes préfigurent deux couples binaires : 1. président fort – Premier ministre fort; 2. président fort – Premier ministre faible. Le premier cas a "l'avantage" symbolique d'offrir un contrepois pour le pouvoir du président (contesté par l'opposition). Par conséquent, les noms "forts" sont immédiatement utilisés par les journalistes, surtout ceux des journaux favorables à l'opposition; ils ignorent la logique politique (car, du point de vue politique, le deuxième couple était beaucoup plus plausible) et se laissent porter par les combinaisons suggérées des hypothèses symboliques. Les noms des personnalités de la diaspora sont ainsi intensément valorisés et les détails qui peuvent confirmer ces suppositions sont extrapolés jusqu'à l'entier obscurcissement du paysage.

À travers ce canevas symbolique, l'intoxication de la presse avec des rumeurs, son incitation par le blocage d'accès à certains événements (voir l'arrivée mystérieuse de Mihai Botez) et le maintien d'une ambiguïté incitante ont fonctionné avec un rendement supérieur. De cette manière, la combinaison des éléments de l'imaginaire journalistique (obsédé par la personnalité illustre) avec "les accidents" des évolutions politiques, a conduit à la configuration d'un scénario qui, en dernière instance, a satisfait tout le monde : les représentants du pouvoir ont obtenu le renvoi et un rideau de fumée qu'ils escomptaient, les journalistes ont eu le suspense et les histoires qui, par leur dose de sensationnel,

leur ont donné un sentiment de valorisation, le public a eu une attente riche en hypothèses, donc des sujets pour les commentaires amicaux. Car, on le sait, le mythe et le monde symbolique ont la grande qualité de ne laisser personne mécontent ■

### *Bibliographie*

- ABELES, M. (1990), *Anthropologie de l'état*, Paris, Armand Colin.
- BOORSTIN, D. (1971), *L'image*, Paris, Union Générale d'Éditions.
- CHAMPAGNE, P. (1990), *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- COMAN, M. (1996), "L'événement rituel", *Réseaux*, n°77, Paris.
- COMAN, M. (1994), "Romanian Journalism in a Transition Period", *The Global Network*, n°1, Bucarest.
- COMAN, M. (1994), "La victime et le vainqueur", *Réseaux*, n°66, Paris.
- COMAN, M. et P. GROSS (1993) "The 1992 Presidential/ Parliamentary Elections in Romania's Largest Circulation Dailies and Weeklies", *Gazette*, n°52.
- DAYAN, D. et E. KATZ (1992), *Media Events*, Cambridge, Harvard University Press.
- EDELMAN, M. (1988), *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, The University of Chicago Press.
- FEJTO, F. (1952), *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Seuil, tome I.
- GROSS, P. (1996), *Mass Media in Revolution and National Development*, The Romanian Laboratory, Iowa, University of Iowa Press.
- LEVI-STRAUSS, C. (1971), *L'homme nu*, Paris, Seuil.
- LENDVAI, P. (1980), *Les fonctionnaires de la vérité*, Paris, Robert Laffont.
- MARINESCU, V. (1993), I. DRAGAN (dir.), "Credibilitatea acordata principalelor mijloace de comunicare de masa", *Comunicarea de masa si spatiul public in perioada de tranzitie*, Bucaresti, E. Academiei.
- MORIN, E. (1968), *La rumeur d'Orléans*, Paris, Seuil.
- NIMMO, D., J. E. COMBS (1993), *Mediated Political Realities*, N.Y., Longman.
- POSTMAN, N. (1985), *Amusing Ourselves to Death*, N.Y., Penguin Books.
- SPLICHAL, S. (1992), "Media Privatisation and Democratisation in Central-Eastern Europe", *Gazette*, n°49.
- VERDERY, K. (1994), *Compromis si rezistenta* (original title : National Ideology Under Socialism), Bucaresti, éd. Humanitas.
- WALTER, J.J. (1982), *Les machines totalitaires*, Paris, Denoël.